



À bas, l'État bout

Description

Pendant que des enfants cherchent à repousser les limites de leurs parents, on dirait que certains hommes cherchent à repousser les limites de leur peuple.

Alors que les prémices de la guerre civile sont là, d'aucuns ne se satisfont pas du calme encore relatif et ils s'évertuent donc à multiplier les risques, car tout porte à croire que la mission qui a été assignée à Emmanuel Macron dès son accession au pouvoir – à moins qu'il se la soit assignée lui-même – consiste à affaiblir le plus possible la France, à fragiliser ses citoyens, à malmener ses institutions.

Il est difficile de ne pas voir dans l'ostracisation systématique de plus de 11 millions de français qui ont le tort de s'inquiéter de leur sort en votant RN autre chose qu'une tentative de fractionner le pays, voire de le fracturer. Le fameux « barrage républicain » est un truc bien commode pour se faire élire, mais la ficelle, toujours aussi grosse, commence quand même à s'élimer.

Sans intention funeste, pourquoi vouloir présider un pays qui n'a pas d'Histoire propre mais « des histoires », qui n'a pas de culture identifiée parce qu'il y aurait « *une culture en France qui serait diverse* »? Emmanuel Macron s'y prendrait-il autrement pour signifier que la France n'est rien, qu'elle est à dissoudre dans un « tout » où rien ne vaut car tout se vaut?

La France est à bout et l'État bout, mais le président de la République, sourd et aveugle, continue à attiser le feu sous la marmite. Ainsi, lors de sa visite d'État au Maroc, il a cru intelligent d'emmener avec lui trois condamnés par la justice française : François-Marie Banier pour abus de faiblesse sur une vieille dame, M'jid El Guerrab pour violences volontaires (coups de casque sur un député) et Yassine Belattar pour menaces de mort. Encore ne s'agit-il là que d'un échantillon parmi plusieurs dizaines de ministres et d'élus poursuivis en justice, dont la liste est trop longue à faire ici.

Non, Macron n'oublie pas qu'il représente la France, il n'agit pas spontanément, parce que telle serait sa nature, mais il agit avec l'intention délibérée de montrer la France telle qu'il voudrait qu'elle soit et non telle qu'elle est. Il représente une France que les Français ne reconnaissent pas.

Mais tant que ça fait le buzz... comme disait un membre de son entourage après la fête de la musique 2018 où l'on avait pu voir, sur le perron de l'Élysée, l'artiste Kiddy Smile en bas-résille et portant un tee-

shirt floqué : « fils d'immigré, noir et pédé » avant de poser aux côtés du couple présidentiel en extase et ravi de son coup. Voir dans cette scène ubuesque autre chose que l'affichage du mépris pour la culture française relève de la naïveté.

Pour Macron, si les Français n'apprécient pas, c'est tant mieux, puisqu'à part les premiers de cordée, les autres ne sont que des feignasses réfractaires qui ne savent rien, qui ne sont rien.

Ces feignasses ne comprennent rien à la complexité de la pensée du président qui, pourtant, s'est évertué à leur expliquer, pendant la pandémie de Covid, qu'il fallait continuer à sortir, se rendre au théâtre, ne surtout pas mettre de masque car il s'agit d'un geste technique hors de leur portée, puis qu'il fallait en mettre un parce que, finalement, n'importe quel débile sait mettre un masque. On demandera ensuite à ces mêmes débiles de se signer à eux-mêmes des autorisations de sortie (!) et on verbalisera la petite vieille partie sans son masque pour aller sur la tombe de son mari.

Le président avait « *très envie d'emmerder les français non-vaccinés* », mais pas ceux des banlieues « *pour ne pas perturber l'harmonie sociale* ». Merci, on a compris.

Il s'agit de ne surtout rien faire pour apaiser un pays qui s'approche de plus en plus du point de rupture.

La nation « *aux 66 millions de procureurs* » (janvier 2021) n'est pas encore totalement mûre pour le grand reset. Si l'on veut reconstruire il vaut peut-être mieux tout détruire... « *C'est plus dur de réinventer quand tout n'a pas été détruit* », a dit le Grand Complexifié de la pensée. C'était à propos de l'hôpital, mais ça en dit long, surtout au moment où l'Etat continuait à supprimer à grande échelle des lits dans les hôpitaux, tout en prétendant faire le contraire et alors que des centaines de personnes mourraient faute de place.

Au bord du gouffre, la clique des premiers de cordée met les bouchées doubles pour nous amener à faire le dernier pas en avant vers ce monde où tout se règlera à coups de bombes et de fusils. Le caprice d'une dissolution, quasi létale pour notre démocratie, y est presque parvenu. Le Gouvernement actuel semble impatient de prendre sa part dans cette tâche afin de nous mener à la conflagration ultime. Celui-ci est déjà englué dans la mélasse macronienne, mélange de cynisme et d'amateurisme, qui demande aux Français de se serrer la ceinture et d'accepter, « *en même temps* », l'augmentation de l'AME et la réduction des moyens alloués à la lutte contre l'insécurité. L'agriculteur qui travaille 15 heures par jour sans parvenir à se nourrir, encore moins à se soigner, doit comprendre que l'immigré clandestin, délinquant ou pas, est prioritaire. Si cela ne lui convient pas, qu'il aille se pendre.

« *Cherche chaos désespérément* », tel semble être le slogan des dirigeants français. Celui qui règne à l'Assemblée Nationale, en état de zadification avancée, ne leur suffit manifestement pas, il leur faut poursuivre une politique qui continue, même avec Barnier, à patauger dans le marécage nihilomondialiste.

On se perd en conjectures, comme diraient les plus optimistes d'entre nous. En écartant l'hypothèse pathologique, on est amené à se demander si le comportement du président est la mise oeuvre scrupuleuse d'une stratégie réfléchie par lui ou par d'autres ou s'il ne s'agit que de la réaction d'un enfant gâté qui n'a pas eu ce qu'il voulait.

Il y a quelques temps, un homme a dit : « *la Bête arrive* ». On en doute de moins en moins.

O.T.

Categorie

1. Édito

date créée

4 novembre 2024